

**Convention collective**

IDCC : 9641. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES**  
**(Pyrénées-Atlantiques)**  
**(18 novembre 1985)**

(Étendue par arrêté du 27 mai 1986,  
*Journal officiel* du 15 juin 1986)

**AVENANT N° 51 DU 25 JANVIER 2019**

NOR : AGRS1997215M

IDCC : 9641

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricole des Pyrénées-Atlantiques ;

Fédération des CUMA Béarn – Landes – Pays basque ou fédération des CUMA 640 ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires des Pyrénées-Atlantiques,

D'une part et,

Syndicat national des cadres d'exploitation agricole CFE-CGC des Pyrénées-Atlantiques ;

Syndicat général agroalimentaire – Confédération française démocratique du travail SGA CFDT  
des Pyrénées-Atlantiques ;

Syndicat CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les modifications ci-après sont apportées (aux articles 29, 66 et 73 de la convention collective du 18 novembre 1985) :

« Article 29 et 66

*Rémunération horaire*

*(Concernant les exploitations agricoles et horticoles)*

Les salaires, exprimés en euros, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

*(En euros.)*

EMPLOI OCCUPÉ		SALAIRE HORAIRE
Niveau	Échelon	
I	1	10,03
	2	10,09

EMPLOI OCCUPÉ		SALAIRE HORAIRE
Niveau	Échelon	
II	1	10,14
	2	10,21
III	1	10,32
	2	10,59
IV	–	10,85

### Article 73

#### *Durée du travail*

Rémunération. – Salaire de base (concernant les cadres)

Les salaires, exprimés en euros, sont fixés comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

*(En euros.)*

GROUPE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
III	225	12,03
II	320	13,64
I	400	15,01

### Article 2

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

### Article 3

Les partenaires sociaux rappellent l'accord de branche applicable relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ils demandent à la MSA SUD AQUITAINE les données sexuées de rémunération par tranches significatives à partir du Smic des salariés des exploitations agricoles rentrant dans le champ de la convention collective.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant qui sera déposé à la DIRECCTE, unité territoriale des Pyrénées-Atlantiques.

Le présent accord s'applique à compter du 1<sup>er</sup> février 2019.

Fait à Pau, le 25 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)